

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46489

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

schweiger ›Heimatfront‹ – wohl kaum hätten entrinnen können. Vielleicht wären sie ohne Krieg nicht einmal Mann und Frau geworden, denn sie heirateten am 24. Juli 1870, also möglicherweise kurz entschlossen, wenige Tage bevor Albert Böhme einrücken mußte: »Wer könnte leugnen,« so hatte ein skeptischer Nationalist in den zwanziger Jahren fast zynisch gefragt, »daß durch den Krieg die Völker oft einander nähergebracht werden als durch den Frieden?«

Daß sich die Böhmes während der Zeit ihrer erzwungenen Trennung nahe waren, vielleicht sogar näherkamen, beweist die Dichte ihres Briefwechsels. Man schrieb sich zeitweise fast täglich, las die erhaltenen Briefe »nicht einmal, sondern zehnmal«. Auch wenn die Grenzen ihrer Sprache und rhetorischen Not, wenn man so will, den Grenzen ihrer jeweils kleinen Welt entsprachen – seiner auf Vorposten und in den Laufgräben vor Metz, ihrer im Einerlei des Braunschweiger Alltags –, so werfen die Briefe trotz Wiederholungen und Längen doch ein helles Licht auf Leben und Mentalität des Paares unter den Extrembelastungen des Krieges. Vieles dreht sich um den Lebenszuschnitt des Soldaten, um seine Verpflegung, Bekleidung und Unterkunft, um den beständigen Versuch beider Partner also, eine Lage an den ›Grenzen des Seins‹ zu meistern. Zudem wird der Leser durch Schikorskys Einleitung auf tiefer liegende Fragen verwiesen. So lassen sich ›Glaube, Liebe und Hoffnung‹ als eine wesentliche inhaltliche Gemeinsamkeit der Briefe ausmachen und das gängige Motiv, ›Mit Gott für König und Vaterland‹ zu marschieren, am Einzelfall relativieren. Auch wer den Selbst- und Feindbildern nachspürt, wird auf manches Interessante stoßen; so auf die Tatsache einer vorherrschenden partikularistischen Auffassung, die mit den Belangen des werdenden deutschen Nationalstaates noch kaum etwas gemeinsam hat; so auch auf einen Franzosenhaß, der allerdings, und hier ist die gegenteilige Einschätzung der Herausgeberin anzufechten, über das übliche Maß nicht hinausging, im Vergleich mit Selbstzeugnissen von Offizieren mitunter fast harmlos anmutet. Ob Böhme später ein Aktivist der Kriegervereine wurde und dort bei Zigarren und Bier jene Erinnerung hervorscharfte, die aus einer »bösen Welt« eine nur noch heroische machte?

Der Versuch, den engen Horizont der ›kleinen Leute‹ durch andere, etwa offizielle Quellen zu kontextualisieren und zu kontrastieren, wirkt gelegentlich etwas zufällig, weil der Leser nicht recht weiß, ob es dabei um Abwechslung oder Information geht. Alles in allem aber hat man Isa Schikorsky eine Edition zu danken, die bildsamen Stoff auch im Hinblick auf eine etwaige Behandlung des Deutsch-Französischen Krieges im Geschichtsunterricht liefert. Und es könnte ja bei Heranwachsenden die Einsicht einen zusätzlichen, gewissermaßen wiedererkennenden Lerneffekt haben, daß Sprachnot und Rechtschreibschwäche bei vielen war, auch bei Friederike und Albert Böhme.

Matthias STEINBACH, Jena

Hans-Peter ULLMANN, Politik im Deutschen Kaiserreich 1871–1918, München (Oldenbourg) 1999, VIII–150 S. (Enzyklopädie deutscher Geschichte, 52).

L'ouvrage se propose de présenter les grandes lignes de l'évolution politique intérieure du II^e Reich et de dégager les principales problématiques que pose cette histoire. Il va de soi que l'auteur n'oublie pas, lorsque l'explication le demande de faire référence aux aspects économiques, sociaux et culturels de cette période.

La présentation des grandes lignes de la politique intérieure du *Kaiserreich* pose d'emblée le problème de ce que l'on pourrait qualifier de »paradoxe fondateur«: la naissance d'un État national autoritaire, conséquence d'un long processus intérieur de formation d'une nation et en même temps fruit d'une révolution par le sommet. Ce nouvel État est d'entrée de jeu confronté à l'intégration des différents morceaux du puzzle: non seulement celle des différents États qui le composent, mais peut-être celle surtout des minorités (partisans de la

grande Allemagne, catholiques, ouvriers sociaux-démocrates, minorités nationales, Polonais et Alsaciens-Lorrains). Les institutions durent ainsi répondre à ces différents particularismes. Suit alors une présentation des organes étatiques du Reich et des conditions socio-politiques qui s'imposent pratiquement tout au long de l'existence de cet État national: développement de l'administration, rôle important dévolu à l'armée, émergence d'un système politique dominé par trois camps: catholiques, socialistes et nationaux.

Il va de soi – Ullmann y insiste dans le chapitre 2 de la première partie – que ce second Reich doit beaucoup à Bismarck, fondateur de la puissance publique. L'auteur présente les différentes phases de la vie politique de l'homme d'État: alliance libérale, *Kulturkampf*, crise du libéralisme, combat contre la social-démocratie, conflits avec le *Reichstag* ont émaillé le parcours de ce chancelier d'exception, jusqu'à l'altercation finale avec Guillaume II qui le renvoie. Mais Ullmann, au delà de ce rappel consacré à Bismarck, insiste également sur les tendances profondes de l'évolution: un État de plus en plus interventionniste, notamment dans le domaine social; un État bureaucratique qui élargit le champ de ses compétences aux finances, à la monnaie et à l'économie; un État qui mène une politique favorable à l'industrie et qui se dote en même temps d'un code du travail et d'une législation sociale sans équivalent en Europe.

Avec Guillaume II, au tournant du siècle, les conditions de la vie politique changent. Les masses sont davantage mobilisées par les différents camps comme le montre la présentation des forces politiques faites par l'auteur. Organisations syndicales, associations patronales, mouvements réformistes pèsent dans la vie publique et suscitent des débats idéologiques au sein d'une société impériale qui n'est pas à l'abri de l'antisémitisme. Cette radicalisation qui s'exprime à travers le nationalisme ou la montée politique d'une nouvelle droite appelle une réponse du système. Von Caprivi ouvre ainsi une phase modérément réformatrice (le nouveau cours) pour sortir de l'immobilisme. Le Zentrum joue un rôle clef dans cette politique. Cela n'empêche pas de voir une orientation plus droitiste s'imposer au début du XX^e siècle. A la veille de la guerre 1914–1918, c'est autour du SPD de montrer sa force: les élections de 1912 sont pour lui un succès et un échec pour le régime, un régime confronté à un *Reichstag* qui tente d'accroître ses compétences. C'est ce monde effervescent qui est entraîné dans le premier conflit mondial. Celui-ci accouche paradoxalement une double évolution politique: le renforcement de l'interventionnisme étatique et la croissance du poids des militaires d'une part qu'accompagne une parlementarisation croissante d'autre part.

Cette histoire du *Kaiserreich* n'a pas manqué d'interpeller les historiens. Ullmann rappelle ainsi par l'évocation de la riche historiographie de cette période de l'histoire allemande, les problématiques centrales soulevées par le II^e Reich. D'abord la longue et utile présentation de la question du *Sonderweg* vient fort à propos montrer le poids de la période national-socialiste dans l'écriture de l'histoire allemande contemporaine. Le débat concernant le *Sonderweg* se déroule en quatre phases. Jusqu'en 1945, les historiens se raccrochent à une vision positive du *Sonderweg*. L'historiographie nationale et conservatrice (Marcks) considère que l'avenir de Weimar ne se conçoit que par le retour au Reich. La catastrophe hitlérienne amène les auteurs à reconsidérer le *Sonderweg*: c'est une vision négative qui s'impose, celle d'une évolution tronquée, différente de celle des autres États qui serait responsable de la catastrophe allemande. L'historiographie met cependant à partir des années 1970 en garde contre cette tendance qui consiste à ne voir le Reich wilhelmien que comme un précurseur du III^e Reich. Elle réfute la thèse d'une évolution normale, qui serait la copie d'un modèle anglo-saxon de développement. Elle insiste davantage sur la rapidité de l'évolution allemande, une rapidité génératrice de tensions. Lui succède enfin une dernière phase au cours de laquelle les historiens préfèrent parler d'une histoire allemande qui s'inscrit dans une histoire occidentale, une histoire sur laquelle pèsent quelques caractères originaux: le retard du take off qui oblige à maîtriser un nombre important de paramètres. C'est cela qui permet à l'État autoritaire de se maintenir jusqu'en 1918.

Ce débat en appelle d'autres: celui sur l'importance du rôle historique de Bismarck, Ullmann présentant successivement les hagiographes, comme les détracteurs du premier chancelier. Le rôle de plus en plus important des formations politiques capables de mobiliser un nombre croissant d'Allemands pose la question de la démocratisation ou non du régime impérial. N'y-a-t-il pas une démocratie bien vivante dans les États et les communes à laquelle on peut opposer l'immobilisme du sommet du Reich? Les élections au *Reichstag* n'ont-elles pas permis un enracinement progressif de la démocratie et les progrès constants du SPD ne traduisent-ils pas cette avancée? Dès lors la guerre, si elle remet en cause la légitimité du régime n'a peut-être fait qu'accélérer une démocratisation entamée dès la fin du XIX^e siècle.

C'est le mérite essentiel de la synthèse d'Ullmann que de faire le point sur des questions qui alimenteront encore les controverses du débat historiographique. A ce titre, l'auteur remplit pleinement les objectifs de la collection encyclopédique qui abrite son ouvrage.

Sylvain SCHIRMANN, Metz

István DIÓSZEGI, Bismarck und Andrassy. Ungarn in der deutschen Machtpolitik in der 2. Hälfte des 19. Jahrhunderts, München (Oldenbourg) 1999, 512 S.

Der preußisch-deutsche Junker Bismarck und der ungarische Aristokrat Andrassy gehören ohne jeden Zweifel zu den herausragenden Gestalten auf der diplomatischen Bühne Europas in der 2. Hälfte des 19. Jhs. Der von Diószegi gewählte Titel weckt daher große Erwartungen. Doch weder Bismarck noch Andrassy stehen im Zentrum der Darstellung. Sie bleiben als Persönlichkeiten und als außenpolitische »Strategen« weitgehend konturenlos. Dabei hätte das diplomatische Duell zwischen Bismarck und Andrassy genügend Stoff für eine biographisch ausgerichtete Darstellung geboten, trafen doch zwei willensstarke Charaktere aufeinander, die es nicht eben gewohnt waren, sich in einer Partnerschaft mit der Rolle des Juniorpartners zufriedenzugeben. Dies galt für Bismarck, der sich nach der Reichseinigung auf dem Höhepunkt seiner Macht befand, aber auch für den ehemaligen Revolutionär Andrassy, der sich 1848/49 leidenschaftlich für die Unabhängigkeit Ungarns eingesetzt hatte. Etwas überspitzt formuliert, repräsentierten Bismarck und Andrassy zwei unterschiedliche Strömungen in der internationalen Politik: auf der einen Seite Bismarck, dem es nach 1875 in einer defensiv ausgerichteten Außenpolitik um die Beruhigung des internationalen Staatensystems und die Bewahrung des deutschen Besitzstandes ging, und auf der anderen Seite der um einige Jahre jüngere Andrassy, dem es daneben auch schon offensiv darum ging, seinem Land für künftige, als unabwendbar angesehene kriegerische Auseinandersetzungen die günstigste Ausgangslage zu verschaffen.

Diószegi hat dagegen eine diplomatiegeschichtliche Abhandlung zu verschiedenen Aspekten der Außenpolitik Österreich-Ungarns von 1866 bis 1890 vorgelegt. Der Schwerpunkt liegt dabei auf der großen Orientkrise der Jahre 1875 bis 1878, die durch den Berliner Kongreß nur für einige Jahre entschärft werden konnte. Anschließend behandelt er die Neuorientierung der deutschen Außenpolitik, die durch die zunehmenden Spannungen zwischen Berlin und St. Petersburg ausgelöst wurde und auch das Verhältnis zwischen Berlin und Wien nachhaltig veränderte. Wien wurde nun plötzlich zum umworbenen Partner, und Andrassy erreichte mit dem Abschluß des Zweibundes im Oktober 1879 sein Ziel, das er bereits seit der Übernahme des Außenministeriums im Jahre 1871 beharrlich, allerdings lange Jahre vergeblich, angestrebt hatte. Daneben richtet Diószegi den Blick auf die von Beust geleitete abwartende und sich alle Optionen offenhaltende österreichisch-ungarische Außenpolitik nach 1866/67, die bereits von Beust eingeleitete Anpassung Wiens an die nach 1870/71 völlig veränderte Staatenpolitik und die Anfänge der Drei-Kaiser-Politik nach 1870/71 sowie auf die Entwicklungen, die zur Krieg-in-Sicht-Krise von 1875 führten. Die in den achtzi-